



HAL
open science

Côte d'Ivoire. Un civisme musulman à toutes épreuves

Marie Miran-Guyon

► **To cite this version:**

Marie Miran-Guyon. Côte d'Ivoire. Un civisme musulman à toutes épreuves. 2015, <https://blogs.mediapart.fr/edition/la-revue-du-projet/article/230515/cote-d-ivoire-un-civisme-musulman-toutes-epreuves-marie-miran-guyon>. halshs-01406176

HAL Id: halshs-01406176

<https://shs.hal.science/halshs-01406176>

Submitted on 30 Nov 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Côte d'Ivoire. Un civisme musulman à toutes épreuves

paru sur <https://blogs.mediapart.fr/edition/la-revue-du-projet/article/230515/cote-d-ivoire-un-civisme-musulman-toutes-epreuves-marie-miran-guyon>

Depuis l'investiture d'Alassane Ouattara à la présidence de la République en mai 2011, la Côte d'Ivoire est dirigée, pour la première fois de son histoire, par un chef d'Etat musulman. Ancien directeur général adjoint du FMI marié à une catholique française, Ouattara a nommé, le 25 mars dernier, l'archevêque de Bouaké Mgr Ahouana à la tête d'une nouvelle « Commission nationale de réconciliation et d'indemnisation des victimes » (CONARIV). Des religieux chrétiens et musulmans siègent dans la plupart des grandes institutions de l'Etat comme la Commission électorale indépendante (CEI), en charge de l'organisation des prochaines élections présidentielles d'octobre 2015. Ouattara a effectué des visites officielles en Arabie Saoudite, au Vatican, en Israël. Son gouvernement contribue au financement du pèlerinage des musulmans à la Mecque, des catholiques à Lourdes, des protestants et évangéliques en Terre sainte.

Pluralisme confessionnel et gestion œcuménique du religieux

Cette politique rappelle l'approche œcuménique promue par le père de la nation, le catholique Félix Houphouët-Boigny, qui avait de la laïcité constitutionnelle une conception philo-cléricale, plus proche du modèle anglo-saxon que du modèle français, selon laquelle les religions dans leur ensemble ont un rôle positif à jouer dans le développement du pays. Le paysage confessionnel est pluriel : le pays compte 38,7% de musulmans et 30,3% de chrétiens. Si les religions traditionnelles ou « animismes » restent vivaces, les monothéismes ont fortement progressé depuis l'indépendance. De nombreuses familles ont des membres de différentes religions, sans que cela ne pose problème.

A la faveur des migrations vers la zone forestière, impulsées par l'économie coloniale de plantation, les musulmans originaires de la savane septentrionale se sont

massivement installés dans le sud du pays. Désormais, 75% des musulmans résident dans le sud, notamment dans les villes, contre 25% dans le nord. L'image d'une Côte d'Ivoire divisée entre un sud chrétien et animiste et un nord musulman est un raccourci simpliste.

Depuis l'époque coloniale, dans le vocabulaire des originaires ou « autochtones » sudistes, le terme « Dioula » — littéralement commerçant ambulant en langue malinké — désigne pêle-mêle les migrants, nordistes, musulmans : emblématiquement les « étrangers » au terroir. Si les Malinké y sont majoritaires, la communauté musulmane « dioula » est pluriethnique et cosmopolite : Sénoufo du nord ivoirien et convertis de lignages sudistes côtoient des ressortissants de la CEDEAO, principalement burkinabè. Les Dioula dominent les secteurs du transport et du commerce informel ; le ralenti des activités est sensible pour tous lors du Ramadan. Langue du marché par excellence, le dioula est la première *lingua franca* des Ivoiriens toutes origines et religions confondues, avant même le français, seule langue officielle.

Déchirures ethno-religieuses

La mort d'Houphouët fin 1993 a sonné le glas d'une Côte d'Ivoire qui aspirait au développement dans une certaine tolérance et hospitalité, et dans laquelle les musulmans étaient, toutes proportions gardées, relativement bien intégrés. La lutte politique féroce des successeurs d'Houphouët a produit l'idéologie de préférence nationale dite de l'ivoirité, pour exclure la candidature d'Alassane Ouattara, ex-Premier ministre d'Houphouët. Le groupe des étrangers-Dioula-musulmans a collectivement souffert de la xénophobie de l'ivoirité.

Les violences s'amplifièrent avec l'élection de Laurent Gbagbo en octobre 2000, laquelle engendra le premier charnier de l'histoire du pays, le charnier de Yopougon contenant les corps de 57 Dioula. Le 19 septembre 2002, des mutins originaires du nord ivoirien et soutenus par le Burkina Faso tentèrent un coup d'Etat contre le régime en place. Il s'en suivit une division de la Côte d'Ivoire entre un sud pro-gouvernemental resté sous contrôle du président Gbagbo et un nord rebelle passé dans le giron des Forces nouvelles dirigées par Guillaume Soro (catholique Sénoufo). Converti au pentecôtisme avec son épouse en 1998, Gbagbo et ses soutiens évangéliques et patriotiques assimilèrent la rébellion et les partis d'opposition, dont celui d'Alassane Ouattara, à l'œuvre du

diable contre le plan de Jésus de faire de la Côte d'Ivoire une nouvelle Jérusalem. Dénonçant (sans fondement) des terroristes islamistes ivoiriens, les cercles pro-Gbagbo comparèrent le 19 septembre au 11 septembre 2001. L'allusion ne fit pas mouche sur la scène internationale mais causa de multiples violences anti-musulmanes dans le sud ivoirien. Ces violences resurgirent avec force après la contestation par le camp Gbagbo des résultats de la présidentielle de 2010, favorables au candidat Ouattara. Des mosquées furent attaquées, des imams assassinés, des Dioula brûlés vifs. Tout laisse à croire que les plus belliqueux des proches de l'ancien président voulaient faire basculer le conflit politico-électoral dans la guerre religieuse. Il n'en fut rien mais le pays revient de loin.

Présence islamique ancienne, nouveau leadership musulman

L'introduction de l'islam sur le territoire de l'actuelle Côte d'Ivoire remonterait au XIII^e siècle. Des mosquées d'architecture soudanaise, régulièrement rafraîchies, en portent témoignage. L'imamat fut organisé à partir du XVIII^e siècle et typiquement confié à des familles maraboutiques, sur lesquelles s'exerçait l'influence discrète de confréries soufies, la *qadiriyya* puis la *tidjaniyya*. Minorités marchandes vivant auprès de chefferies animistes jusqu'au tournant du XX^e siècle, les musulmans de la savane suivaient également la tradition inspirée du lettré El Hadj Salim Suwari. Cette tradition préconisait la séparation du politique et du religieux, le refus du *djihad* par l'épée, et l'importance de l'éducation et de la piété, ou *djihad* de la plume et du cœur. Les élites musulmanes d'aujourd'hui rappellent avec fierté cet héritage d'un islam de paix, aux antipodes d'un islam de conquête hégémonique, qui aurait pratiqué ce qu'elles caractérisent comme une forme de laïcité avant la lettre.

La transformation la plus signifiante de l'élite islamique contemporaine naquît de la rencontre, dans les années 1970-80, entre une jeunesse musulmane urbaine, éduquée à l'occidentale et francophone et une poignée de prédicateurs réformistes, formés dans le monde arabo-islamique et arabophones. Parmi ces derniers, deux grandes figures : Cheikh Tidjani Ba (décédé en 2001), formé à l'Institut Ben Badis d'Algérie, khalife de la *tidjaniyya*, imam de la mosquée de la Riviera Golf à Abidjan puis *mufti* de Côte d'Ivoire; et Cheikh Aboubacar Fofana, formé en Egypte, imam de la mosquée d'Aghien à Abidjan, proche dans sa jeunesse de la mouvance « wahhabite » (aussi appelée

« sunnite »), puis adepte de la *qadiriyya*. De cette rencontre inédite émergea une élite religieuse d'un genre nouveau. Cette élite fut soucieuse de surmonter les différences générationnelles, doctrinaires, sociales et ethno-régionales de la société musulmane pour s'attacher à répondre au défi de l'interface entre islam et modernité. Comme le formulait un étudiant musulman, désormais, l'islam n'était plus la (seule) « affaire de vieux marchands dioulas, mais la religion de jeunes cadres universitaires ».

Le Conseil supérieur des imams : une instance majeure

Les nouvelles élites initièrent un processus graduel de restructuration communautaire à l'échelle nationale. Ce processus culmina avec la création de deux institutions affiliées, le Conseil supérieur des imams (COSIM, 1991) et le Conseil national islamique (CNI, 1993). A leur création, dans le contexte délétère de l'ivoirité, COSIM et CNI bénéficièrent d'un fort soutien populaire, leur conférant de la légitimité pour s'imposer comme intermédiaire privilégié auprès des autorités publiques. Ces institutions investirent surtout le terrain communautaire. Elles facilitèrent l'encadrement de la jeunesse étudiante et active, l'insertion des étudiants de retour du monde arabo-islamique, la transition vers un mode plus moderne de gestion des mosquées et de l'imamat, l'obtention de fonds pour diverses activités et la gestion des conflits internes. Plus de vingt ans après leur création, le CNI s'est étiolé en raison d'une querelle de leadership avec le COSIM. Mais si des imams se sont embourgeoisés et si la mobilisation populaire s'est ralentie, le COSIM reste l'instance majeure de l'islam ivoirien.

Cheikh Aboubacar Fofana est, depuis 2006, président du COSIM et *cheikh al-aïma* (cheikh des imams). D'autres imams du COSIM ont un profil charismatique. Ainsi l'imam Djiguiba Cissé, tout à la fois recteur de la flamboyante mosquée du Plateau, le quartier des affaires d'Abidjan (où le sermon est prononcé en français, en arabe, et en anglais), directeur de la FM islamique *Al Bayane* (qui diffuse en 26 langues avec un fort taux d'écoute) et président-fondateur de la « Fondation Djigui, la Grande Espérance », une ONG qui lutte contre la pandémie du VIH-Sida et contre les violences faites aux femmes, excision incluse.

Les communautés musulmanes de Côte d'Ivoire restent diverses, notamment au plan doctrinal. La communauté wahhabite ou sunnite, visible par la barbe et le pantalon court

des hommes et par le voile intégral des femmes, est bien structurée. Le Dr Moussa Fadiga Al Farouk et l'imam Boun Ladj Camara sont les figures de proue de l'Association des musulmans sunnites de Côte d'Ivoire (AMSCI) et du Conseil des imams sunnites (CODIS). Le mouvement gère l'Université islamique *Al Fourquane* à Abidjan et une FM locale du même nom à Man (saccagée le 15 mars dernier des suites d'un conflit interne d'imamat). Ce mouvement d'orientation salafiste a adopté de longue date une posture de discrétion voire de retrait par rapport aux affaires politiques, tout en affichant son respect de la légalité constitutionnelle.

En parallèle, depuis 2000, un réveil confrérique et notamment tidjani a favorisé l'émergence à Abidjan d'une jeune génération de cheikhs et khalifes, organisés en cercles plus ou moins concurrents. Parmi eux : Cheikh Moustapha Sonta qui se présente comme le khalife général des tidjanes de Côte d'Ivoire, et Cheikh Malick Konaté dont les rassemblements peuvent remplir le Palais des Sports de Treichville ; ces guides n'ont toutefois pas l'ascendant des cheikh sénégalais. Un moment important de la vie des communautés soufies est la célébration du *Mawlid* ou naissance du Prophète, une fête que les salafistes considèrent comme *bid'a* ou « innovation blâmable ». La forte mobilisation des musulmans vivant dans le sud, qui partent chaque année vers le nord par convois en bus pour célébrer le *Mawlid* dans leurs régions d'origine, semble attester de ce que les salafistes n'ont pas le dessus en terme d'assise populaire en Côte d'Ivoire.

Le COSIM valorise la diversité islamique que représentent les sunnites, tidjanis, qadiris, mourides, *tablighi jamaat* ou chi'ites (majoritairement Libanais). En retour, ces derniers reconnaissent l'autorité du COSIM, une autorité qui rassemble en dernier recours, que ce soit pour fixer les dates lunaires des fêtes islamiques ou réagir aux violences anti-musulmanes.

Islam civique, civisme musulman

Dès sa création, le Conseil national islamique n'eut de cesse de répéter la loyauté des musulmans à l'endroit des lois laïques et démocratiques de la République, pourfendant sans ménagement les dérives xénophobes des successeurs d'Houphouët. Face à l'escalade des violences, notamment après le charnier de Yopougon, le leadership du COSIM-CNI réitérait ses condamnations, le message d'un islam de paix réfractaire aux

contre-violences, et l'urgence de refonder les règles du vivre ensemble dans le respect des différences de chacun. En cela, le discours musulman fut relayé par le Forum des confessions religieuses. Cette plateforme d'échanges inter-religieux, fondée en 1995 avec la participation des catholiques et d'autres chrétiens, joua un rôle bénéfique au plus fort des derniers conflits, en prenant le contrepied de dérives qui auraient pu attiser une guerre de religions.

La rébellion du 19 septembre 2002 ne portait aucune revendication religieuse. Les mutins furent assistés de *dozos* ou chasseurs traditionnels sénoufo-malinké, considérés comme des spécialistes de l'invisible et fournisseurs d'armes ou gris-gris invincibles. Sous la gouvernance des Forces nouvelles, le nord ivoirien ne fut aucunement le théâtre d'une radicalisation musulmane mais plutôt d'un retour de certains musulmans aux religions traditionnelles — au « fétichisme », comme le déplorèrent les imams. Dans le sud, pendant la crise post-électorale, les violences patriotico-évangéliques du camp Gbagbo contre l'islam firent craindre des dérapages du côté des jeunes musulmans désœuvrés des quartiers populaires d'Abidjan et des *dioulabougous* (quartiers dioulas) des villes méridionales. Mais le COSIM publia quelques communiqués qui furent écoutés. Ces communiqués condamnaient les violences, qualifiaient leurs auteurs de mécréants et invitaient les musulmans à la patience et à la retenue contre toute velléité de vengeance, surtout à l'encontre des chrétiens. Après l'investiture de Ouattara, fidèles et guides musulmans s'investirent activement dans l'effort de réconciliation, aux côtés des catholiques et d'autres groupes chrétiens.

Les musulmans de Côte d'Ivoire sont concentrés sur les défis de leur environnement national : ils sont finalement peu tournés vers l'extérieur. En 2000, Grand-Bassam avait accueilli le premier « Colloque international des musulmans de l'espace francophone » (CIMEF), soutenu par Tariq Ramadan. Mais l'initiative n'a guère porté de fruits, au moins localement. Le COSIM agréa des financements venus d'Arabie Saoudite ou d'autres Etats du monde arabo-islamique, mais entend garder la main sur son approche doctrinale. Le COSIM a créé « l'Institut international de l'imamat en Afrique » (3I Afrique) à Abidjan, pour former des imams africains aux sciences islamiques et à l'arabe mais aussi aux réalités contextuelles des sociétés africaines. Les violences d'AQMI et autres Boko Haram sont déplorées mais paraissent lointaines : les imams ivoiriens ne se sentent pas vraiment concernés. Le COSIM a tardé à réagir aux

événements de *Charlie Hebdo*. Son communiqué a condamné fermement autant les assassinats que les caricatures. La « Une » de *Charlie* caricaturant le Prophète n'a entraîné qu'une seule manifestation spontanée d'environ trois cents musulmans à Abidjan, rapidement dispersée et non endossée par le COSIM : autant dire un flop dans une ville de 4,7 millions d'habitants dont une moitié de musulmans.

Marie Miran-Guyon

Maître de conférences à l'EHESS, membre de l'Institut des mondes africains (IMAF). Auteur d'*Islam, histoire et modernité en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 2006 et de *Guerres mystiques en Côte d'Ivoire. Religion, patriotisme, violence (2002-2013)*, Paris, Karthala, 2015.